

et pour le monde agricole. Les récoltes de la région sont parmi les meilleures. On peut probablement y cultiver les produits les plus variés au Canada. Dans l'ensemble, je pense qu'elle occupe effectivement une position que le député a décrite à juste titre comme probablement le premier rang du développement agricole au Canada.

Il poursuit bien sûr en nous disant à quel point les choses sont désespérées dans le monde de l'agriculture. Il y a en effet certaines raisons de désespérer. Je suis sûr que c'est précisément attribuable, en partie, au coût d'emprunt de l'argent. Le gouvernement du Canada tente de régler cette question. Nous tentons de faire baisser les taux d'intérêt, mais le faire artificiellement ne pourrait aider que pendant un an.

Ces gens-là ont essayé de le faire, à la fin des années 70, et n'ont réussi qu'à créer des taux encore plus élevés. Un nombre beaucoup plus élevé de faillites agricoles qu'il n'y en avait eu l'année précédente se sont alors produites, tandis que les taux d'intérêt s'élevaient à 18 et à 20 p. 100. Ces gens-là parlent des répercussions de l'Accord de libre-échange canado-américain, et je pense qu'il faut que j'en parle, parce que je ne voudrais pas que les députés d'opposition croient leurs discours qui disent que le libre-échange a été mauvais pour la communauté agricole.

En fait, le commerce bilatéral en agriculture donne lieu à des échanges d'environ 8 milliards de dollars par année entre le Canada et les États-Unis. Pendant la première année complète d'application de cet accord, soit l'année 1989, les échanges commerciaux du Canada avec les États-Unis dans le secteur agro-alimentaire ont augmenté de quelque 13 p. 100, tandis que les importations du Canada diminuaient. Nous pouvons constater que la situation a quelques bons côtés.

Les chiffres de 1990 montrent que le commerce canadien en produits agricoles a augmenté de 20 p. 100 par rapport à 1989, qui révélait déjà une augmentation de 13 p. 100 par rapport à 1988. Si l'on met le whisky et les boissons alcoolisées dans la balance, les chiffres sont encore plus élevés.

En 1990, pour la première fois, les exportations canadiennes aux États-Unis ont dépassé 4 milliards de dollars dans le secteur de l'agriculture. Les exportations canadiennes de grain et d'oléagineux ont totalisé quelque 687 millions de dollars pour les 11 premiers mois de 1990, ce qui constitue une hausse marquée par rapport à 1989.

Il y a toute une série de statistiques qui viennent corroborer les changements survenus. À mon avis, le

Les crédits

secteur le plus important dont nous pouvons parler ne se résume pas simplement à celui des exportations de denrées agricoles non transformées. Nous devons en effet parler des répercussions sur l'industrie canadienne de la transformation des produits alimentaires, car beaucoup d'emplois découlent directement de la production agricole et de la transformation des produits alimentaires.

Voici seulement quelques-unes des répercussions à ce chapitre. En 1989, les investissements ont augmenté de plus de 15 p. 100 dans l'industrie alimentaire, de 40 p. 100 dans le secteur de la boulangerie et de 73 p. 100 dans l'industrie de la viande rouge. Cinquante nouvelles usines ont ouvert leurs portes au Canada, dont 24 en 1990 seulement. Le libre-échange ne semble pas avoir provoqué une catastrophe dans l'industrie de la transformation des produits alimentaires.

On a relevé 54 projets d'expansion d'usines, dont 27 en 1990, ainsi que 26 nouveaux projets d'investissement et de nouvelles fusions. Voilà autant d'exemples qui témoignent d'une restructuration, mais d'une restructuration saine pour les industries visées.

Les députés de la région de Windsor parlent des effets négatifs de l'Accord de libre-échange sur leur industrie, mais nous savons tous que le libre-échange n'a pas été préjudiciable pour l'industrie automobile; de plus, le secteur alimentaire montre maintenant des signes très positifs de prospérité générale. J'ignore si ces députés se rendent dans leur circonscription, mais d'après les statistiques, la situation est certainement très différente de celle qu'ils ont décrite au cours de ce débat.

J'aimerais dire quelques mots sur la récession, car elle a effectivement des répercussions. Elle en a dans ma circonscription. Elle en a partout au Canada. Certains perdent leur emploi, et ce, pour diverses raisons. La compétitivité du Canada est certainement en cause, de même que la façon dont nous abordons cette question. Il y a de nombreuses façons de résoudre le problème; certaines solutions tiennent à des programmes de recherche et développement adéquats, d'autres à des décisions en matière d'investissement.

• (1840)

Il est intéressant de noter que, au NPD en particulier, l'opposition a des exemples extraordinaires, dénoncés chaque semaine, de sociétés qui ne paient pas d'impôt parce qu'elles tirent parti de quelques encouragements à l'investissement dans la recherche et le développement. Pourtant, ces mêmes députés, qui se plaignent qu'il n'y a pas suffisamment de recherche et de développement, se plaignent si le gouvernement donne des incitations aux